

ABONNEMENTS

FRANCE... Un an. 6 fr.
ÉTRANGER... — 8 fr.

LE NUMÉRO :

FRANCE... 10 centimes
ÉTRANGER... 15 —

Aux Bureaux du Journal seulement

TELEPHONE : PASSY 46-41

ANNONCES

aux Bureaux du Journal

LA FRANÇAISE

Journal de Progrès Féminin
PARAISANT TOUS LES SAMEDIS

Directrice-Fondatrice :

Jane MISME

ABONNEMENTS

FRANCE... Un an. 6 fr.
ÉTRANGER... — 8 fr.

LE NUMÉRO :

FRANCE... 10 centime
ÉTRANGER... 15 —

Aux Bureaux du Journal seulement

ANNONCES

aux Bureaux du Journal

Les Françaises pendant la guerre. Ce qu'elles font. Ce qu'on fait pour elles.

Le secrétariat n'est ouvert que les lundis, mercredis, vendredis, de 3 à 5 heures.
La directrice reçoit le mercredi matin de 10 à 12 heures.

Deux heures de ronde D'UNE POLICIERE

On sait que des dames ont été chargées officiellement en Angleterre d'un service spécial de police, consistant surtout à surveiller la conduite des femmes et jeunes filles, et à les préserver de l'immoralité. L'un de ces agents en jupon a été dans le Common Cause ses impressions pendant une ronde de nuit qu'elle fit l'hiver dernier.

Pendant que nous nous frayions un chemin à travers la foule d'hommes et de femmes qui se bousculaient sur le trottoir, nous nous sentions de temps à autre suivies par des regards curieux. Des gamins déguenillés, aux visages crasseux, nous entouraient en chuchotant, très animés : « C'est les dames de police ! » et ils nous renversaient presque, dans leurs efforts pour lire les initiales sur nos brassards. Nous arrivâmes exactement comme l'horloge sonnait la demie à la circonscription qui nous était assignée, et nous nous mîmes à marcher de long en large lentement, comme font les agents.

« Prenez garde, Madame ! nous dit un ivrogne avec un sourire aimable, comme il passait devant nous en titubant, et il ajouta d'un ton confidentiel : « J'ai un peu gris. » Deux jeunes personnes élégamment vêtues, portant des colliers de perles et des boucles d'oreille étincelantes, cessèrent leur conversation pour nous regarder avec des yeux ronds et une mine de dédaigneuse surprise : « Tiens, qu'est-ce que c'est ça ? » Je ne perçus point la réponse, mais je doute fort que ce fût un compliment. Elles se retournèrent, nous examinant à nouveau, puis défilèrent de rire bruyamment, leur gaieté était un peu forcée, et leur surprise exagérée car elle et nous, nous étions déjà rencontrées.

Quand elles eurent passé, ma camarade me quitta et les suivit à une distance discrète. Je continuai mon chemin dans la direction du rendez-vous convenu entre nous pour les cas où nous aurions à nous séparer, une petite garçonne dans une rue tranquille.

Il n'est pas facile d'observer en évitant d'avoir l'air de remarquer ce qu'on voit. Je me suis souvent demandé combien de temps il faut à un membre intelligent de la police pour acquiescer cet air de détachement, de supériorité digne, cet air de paraître contempler un objet imaginaire dans l'espace tout en sachant parfaitement ce qui se passe dans l'entourage immédiat. Pendant les dix minutes que je mis à gagner l'endroit du rendez-vous, je remarquai plusieurs incidents. Mon attention fut d'abord attirée par un homme court et gros, de mine peu rassurante, aux vêtements amples. Il accosta des soldats qui lorsqu'il eut dit quelques mots, passèrent sans lui répondre. Il y avait quelque chose de furtif dans sa démarche et sa façon de regarder sans cesse autour de lui trahissait de l'inquiétude. Mais comme je me demandais quel pouvait être le mobile de sa manière d'agir, il disparut soudain comme si la terre l'avait englouti. Peu de temps après, je rencontrai de nouveau cet homme et appris la nature odieuse de sa profession.

Plus loin, une fillette de treize ans environ, pauvrement vêtue, se tenait dans un coin entre deux boutiques, regardant distraitement les passants, paraissant abandonnée. Un marin, mal d'équilibre sur ses jambes, s'arrêta pour lui parler et la prit par le bras. Elle lui sourit comme il lui disait : Venez avec moi. Tandis qu'il essayait de la persuader, je m'approchai du magasin, à un demi-mètre du couple et fis semblant de m'intéresser à une annonce qui représentait d'une façon très réaliste des pieds avant l'usage d'un remède merveilleux contre les cors. Je sentais que la jeune fille me voyait. Il y eut alors une légère bousculade. Elle s'écarta dédaigneusement. Au même instant un groupe de filles passa en riant devant moi et l'attention du marin fut détournée. Après une seconde d'hésitation, il se lança à leur poursuite.

Il fait froid cette nuit, dis-je à tout hasard. La jeune fille ne répondit pas mais me regarda avec attention.

Je pense que vous seriez peut-être contente d'apprendre qu'il existe près d'ici un cercle pour les jeunes filles, où il y a du feu, des jeux, de la musique. Vous y seriez la bienvenue et peut-être y trouveriez-vous des amies. Voici une carte. Vous n'aurez qu'à la montrer et vous serez admise. Elle tendit la main timidement et prit la carte. Plus tard, je vis qu'elle avait accepté mon invitation.

Ma compagne me rejoignit bientôt. Vous avez réussi ? lui demandai-je. Je craignais que non, dit-elle. Ce n'était pas de notre ressort. En tout cas maintenant, elles ont disparu.

Nous allions de long en large, nous arrêtant de temps en temps pour parler aux jeunes personnes solitaires attendant « quelqu'un » sous un bec de gaz. Quand elles ont attendu une heure, nous entrons en conversation avec elles et quelquefois les décidons à s'en aller, et même à visiter le cercle des jeunes filles. Parfois nous entrevoyons des silhouettes plus lointaines dans les coins de rues sombres, sortant subrepticement de leurs cachettes, puis revenant bien vite, mais ne restant jamais longtemps à la même place.

En passant devant un cabaret, nous voyons un attroupement autour de deux soldats ivres qui viennent de se battre l'un contre l'autre. Leurs amis respectifs sont intervenus ; après un violent combat, les adversaires ont été séparés et entraînés chacun de son côté, protestant de sa valeur. Je me trouvais tout près d'une jeune fille dans les derniers rangs de la foule et l'invitai au cercle. Mademoiselle, si je peux entrer avec lui, répondit-elle, indiquant son compagnon un soldat. Celui-ci prend ma carte, me fait un salut militaire auquel j'ai failli répondre involontairement, les saluts militaires sont très contagieux. Nous rentrons dans le flot constant de passants, soldats, marins, femmes aux chapeaux invraisemblables, d'autres portant des bébés, filles qui rient, Italiens gesticulant, agités, jeunes gens vêtus avec recherche jouant de la badine, fortes matrones à face rouge, portant haut, traînant des enfants accrochés à leurs jupes.

Devant la porte d'un petit théâtre populaire, la foule est plus dense. Un piano électrique tourne à grands coups de marteau une valse éphémère. Nous engageons la conversation avec deux jeunes filles sans chapeau, aux coiffures savantes, ornées de barrettes et de peignes. L'une d'elles veut avoir des renseignements au sujet du service militaire. Elle me confie son désir de s'enrôler. Son frère, paraît-il, est revenu du front blessé, et devra probablement être amputé d'un bras. « Alors, dit-elle, j'ai pensé que je pourrais bien être blessée à la guerre à mon tour. » Ses compagnes en chœur éclatèrent de rire. « Elles croient que je suis folle, continua-t-elle, mais je trouve qu'il est juste que j'aie ma part de blessures. » Elle était si ardente et enthousiaste qu'il m'en coûtait de lui dire que l'on ne demande pas aux femmes de se battre mais de travailler de façon à prendre la place d'un homme qui, lui, pourra ainsi servir sur le front. Elle fut très déçue de mes explications, et c'est ce qui motiva peut-être sa sévérité à l'égard d'un jeune homme qui lui criait d'un ton gouailleur : « Eh bien, Maria, ça ne colle pas ? » « Eh, dites donc, mon garçon, lui jetai-je, quel est-ce qui vous prend ? Est-ce qu'on n'a pas voulu de vous à l'armée ? » « Nouvel état de riez ; nous laissons Maria à ses lauriers.

Comme nous quittons notre circonscription, un policeman qui avait suivi nos mouvements avec un intérêt bienveillant et une nuance de gaieté dans les yeux, ne résistait pas plus longtemps à la curiosité, s'approcha de nous. « Eh bien, Miss, dit-il, qu'en pensez-vous ? » C'était la première fois qu'un membre de la profession nous adressait ainsi la parole comme à un homme, à un confrère. Nous en sentîmes un peu d'orgueil.

La question aussi était nouvelle pour nous. Celle que les amis (d'ailleurs bienveillants et bien intentionnés) nous posent généralement est : « Pensez-vous que vous soyez utiles ? » ou (ce qui n'est pas moins embarrassant) : « Que faites-vous quand vous êtes de service ? » J'aurais aimé satisfaire sa curiosité en lui faisant part de mes réflexions sur le métier, mais il était onze heures, trop tard pour développer toutes mes opinions. J'essayai donc de le résumer dans cette réponse :

« Je trouve cela très intéressant. » Il me jeta un coup d'œil, se carra, frappa doucement de ses mains gantées l'une contre l'autre, fit entendre une interjection qui ressemblait à « Hum ! » et regarda le ciel. « Il fait bien froid cette nuit pour vous, Mesdames », dit-il.

Traduit par Alice Berthel.

La Journée des Épingles

Nous nous flattons d'apporter aujourd'hui à l'œuvre du Secours National une idée fructueuse entre toutes celles qui ont été à l'entente.

On vient de placer dans les vitrines du Métro et dans les voitures de nouvelles affiches rappelant l'ordonnance du préfet de police relative aux épingles à chapeaux. On pouvait croire cette défense abolie par la guerre. Le souci de fourbir d'autres armes contre les Allemands semblait avoir fait oublier la permanente menace des têtes féminines contre leurs voisins de véhicules.

A la vérité, des épingles prohibitives n'ont cessé de rester collées aux vitres des tramways. On y lit à chaque voyage :

Par ordre de M. le Préfet de Police et en application de l'ordonnance de police du 8 décembre 1914.

Le port des épingles à chapeaux est interdit dans les voitures et les stations, lorsque l'extrémité aigüe de ces épingles apparaît à l'extérieur non munie d'un protège-pointe.

Mais des milliers de pointes non protégées se hérissent chaque jour vers les dits épingliers. Et le voyageur réfléchi qui considérerait jusqu'ici ce spectacle ne se serait point permis d'y voir une ironie ou un reproche envers la défense administrative ; il s'imaginait éternellement la coquette féminine, pour mépriser si ouvertement, si unanimement l'imprimé impératif, se sentait dans son droit : ce papier ne signifiait plus rien. L'est resté là, comme d'autres que l'on y voit souvent au mois de décembre, annoncer qu'au mois de janvier précédent une station sera créée ou supprimée sur la ligne, l'insignifiance triomphant et sym-

bolique de l'esprit d'à propos et d'ordre des administrations françaises.

Les nouvelles affiches du Métro viennent nous certifier que la Préfecture de Police, si elle n'en parlait jamais, y pensait toujours.

Mais nous n'offenserons personne en supposant que, aux affiches comme aux épingliers, les femmes continueront d'opposer sereinement leurs pointes menaçantes.

Notre idée — que vous saurez bientôt — aurait pour but de mettre un frein à cette insouciance. Cette idée, par malheur, repose sur une prétention follement subversive : il faudrait que l'administration, ayant cru devoir interdire l'indépendance des épingles à chapeaux, veuille appliquer une sanction à sa défense.

Une fois de plus après tant d'autres, cette affaire des épingles conduit à constater que, dans notre cher pays, quelque chose est plus difficile encore que d'arracher une décision aux pouvoirs : c'est d'obtenir que cette décision soit exécutée. On le voit bien depuis un demi-siècle pour les lois contre l'ivresse.

Si l'on cherche la cause de ce phénomène, on la trouve souvent dans la complication des formalités que la répression entraîne. Imaginez-vous, en effet, l'appareil judiciaire qu'il faudrait mettre en mouvement pour punir les milliers d'infractions commises chaque jour contre l'ordonnance du 8 décembre 1914. Pas une, pas une seule des femmes dont depuis une semaine et deux fois par jour, nous avons pu examiner le couvre-chef en tramway ou en métro ne portait de précieuses pointes

Or, notre idée offrirait à M. le Préfet un moyen coercitif simple, rapide et avantageux. Nous le supplions de le prendre en considération.

Il s'agirait de créer des « contrôleurs ou contrôleuses d'épingles », s'il le fallait payées, mais chaque mairie en fournirait sûrement de bénévoles. On munirait ces personnages de tickets dûment administratifs portant reçu pour la somme de — soyons indulgents ! — vingt-cinq centimes. Au jour fixé, le tronc des quêteurs de « Journée » à la main, contrôleurs et contrôleuses d'épingles feraient la chasse aux pointes

non protégées dans les voitures et les stations. Séance tenante, chaque propriétaire d'une d'icelles, verserait obligatoirement dans le tronc cinq sous contre un ticket-reçu. Le montant des amendes serait versé — frais déduits — au Secours National.

On renouvellerait l'opération à volonté. La récolte d'abord serait belle. Et si, un jour, elle finissait par être nulle, il faudrait s'en applaudir comme d'une grande victoire : la moitié du public français aurait appris à observer une discipline et compris une de ses responsabilités.

JANE MISME

Au Conseil National des Femmes Françaises

La séance du Conseil National qui s'est tenue dimanche dernier au Musée Social a offert une vue si importante de l'action morale et pratique actuelle des Françaises dans l'ordre social que, au lieu du procès-verbal habituel, nous en donnons un exposé analytique. Les nombreuses assistantes ont eu la joie de revoir à son poste l'éminent secrétaire général du Conseil, Mme Avril de Sainte-Croix, que la maladie en avait écartée toute une année. La séance était présidée par Mme Jules Siegfried, présidente du Conseil.

La guerre à l'alcool

Notre pays est en proie à deux maux terribles, a dit Mme Siegfried, dans son allocution d'ouverture. L'un, la guerre, avec d'immenses douleurs nous offre des sujets d'enthousiasme et d'orgueil. L'autre n'est pour nous qu'une cause de crainte et de honte. C'est l'alcool. Toutes les œuvres affligées au Conseil, tous ses membres doivent énergiquement s'unir aux efforts qui se généralisent contre le fléau. La lutte contre l'alcoolisme est une des tâches auxquelles le Conseil doit plus particulièrement consacrer une action pressante.

La mission du Conseil contre l'alcoolisme est, nos lecteurs le savent, en permanence au programme de ses sections d'Hygiène et de Législation qui ont fait déjà maintes démarches auprès des pouvoirs. Nous rappelons dans notre dernier numéro, le scrupule qui avait un instant arrêté ces sections en présence du vœu de l'Alarme réclamaient l'interdiction de l'alcool aux femmes. Ainsi que nous l'avons prévu, ce mouvement de résistance à l'assimilation une fois de plus, des femmes aux mineurs, a été emporté par la constatation du progrès de l'alcoolisme féminin ; et aussi, comme l'a, avec son ordinaire finesse, expliqué Mme Avril de Sainte-Croix par les interdictions appliquées déjà aux soldats et qui marquent la portée de défense nationale de ces mesures. Aussi dès que le projet de M. Malvy réalisant les vœux de l'Alarme fut communiqué à la presse, le Comité du Conseil s'adressa d'urgence au Ministre de l'Intérieur des félicitations chaleureuses. On sait par quelle agitation, d'autre part, les marchands d'alcool ont tenté d'influencer le ministre.

Nous avons eu ce spectacle inattendu : toute une armée masculine se levant spontanément pour défendre le droit des femmes et réclamer pour elles l'égalité avec l'homme. « Devant l'alcool, Mais les féministes ont senti sans hésiter ces amis dangereux et intéressés, et tandis que les députés demandaient audience à M. Malvy pour qu'il garde aux femmes la liberté de s'alcooliser, Mmes Jules Siegfried et Avril de Sainte-Croix allaient remettre au même ministre l'adresse que voici :

« Monsieur le Ministre, « Le Conseil National des Femmes Françaises, préoccupé depuis longtemps du danger qu'est pour la France l'alcoolisme chaque jour grandissant, a applaudi aux mesures récentes prises par vous relativement à la vente de l'alcool dans les débits, comme celle prise à l'égard des femmes et enfants.

« Pour ces mesures, de même que pour celles adoptées à l'égard des soldats par l'autorité militaire, nous ne saurions trop remercier ceux qui en furent les promoteurs ni trop les encourager à persévérer dans cette voie.

« Le Conseil National des Femmes Françaises vous prie instamment, Monsieur le Ministre, de maintenir avec fermeté les arrêtés pris. En interdisant la vente de l'alcool avant midi vous sauvez l'homme de la tentation de dépenser au cabaret l'argent du ménage. En interdisant la vente aux femmes et aux enfants, vous conservez à la patrie les forces essentielles au maintien de la famille, base de la société.

« Toute notre reconnaissance ira à ceux qui, méritant l'intérêt général au-dessus de quelques intérêts privés, auront sauvé la France du péril alcoolique aussi menaçant pour elle que le péril allemand.

« Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de nos sentiments de haute considération. Pour le Comité :

La Présidente : Julie SIEGFRIED.
Le Secrétaire Général : G. AVRIL DE SAINTE-CROIX.
La Présidente de la Section d'Hygiène : G. ALPHEN-SALVADOR.

Cette adresse lue par Mme Avril de Sainte-Croix fut unanimement approuvée. Et Mme Alphen-Salvador, présidente de la Section d'Hygiène, annonça l'intention du Conseil de se joindre effectivement à la campagne que l'Alarme va continuer à mener activement contre l'alcoolisme.

Sur le vœu de Mme Maillard, présidente de la branche rouennaise, la Section d'Hygiène va, de plus, organiser un mouvement pour que partout en province par les soins des Branches du Conseil ou de ses membres soient créés des cercles du soldat.

Depuis l'initiative, à Rouen, de Mme Maillard que « La Française » a fait connaître en son temps, les faits ont confirmé l'utilité de ces institutions. Du 25 avril au 22 octobre, compte Mme Maillard, 50.670 soldats ont fréquenté le premier cercle fondé à Rouen. Le second, créé également par le Conseil National le 5 juillet et plus petit, a déjà reçu 1.051 clients. « Si vous fermez, nous ferons une révolution », disait l'un d'eux à une des fondatrices. Les personnes qui assurent le service du cercle sont presque exclusivement des femmes de la bourgeoisie, assez susceptibles, par conséquent, sur les questions de tenue et de langage. Elles sont unanimes à reconnaître la constante correction de leurs clients. Une seule fois, dit Mme Maillard, un soldat, ayant manqué un coup au billard, laissa échapper un mot malsonnant, mais à la fin de la partie, il fut s'excuser auprès de la dame de compléter. Sans qu'aucune consigne ait jamais été donnée à ce sujet, tous font le salut militaire en entrant, en sortant, en demandant leurs tickets de consommation. Et ceux qui viennent au cercle « ne vont pas dans les débits ». Ils passent là tout le temps qu'ils peuvent. Pendant plusieurs mois des convalescents y demeuraient l'après-midi entière. Mais d'après une décision nouvelle à Rouen, les convalescents ne sortent plus comme les soldats que de 6 heures à 9 heures. Hélas les deux cercles féministes ne suffisent point à les recevoir tous, bien qu'ils soient comblés chaque jour et que l'un en puisse abriter près de 400 à la fois ; l'autre ne fut créé que pour 50 ; il en reçoit 70. Il en faudrait de nouveaux, et Mme Maillard songe à en ouvrir un troisième, ce qui sera encore insuffisant, et laissera aux débits une trop nombreuse clientèle. Car peuvent faire dans les rues, en hiver surtout, des hommes libres de 6 heures à 9 heures du soir.

Mme Alphen-Salvador qui, à l'exemple de Mme Maillard a créé un cercle à Tours ; Mme de Witt-Schlumberger, qui en a créé un à Lisieux, confirment toutes les observations de Mme Maillard. Leurs établissements ne sont pas moins fréquentés ni moins édifiants.

Mme Alphen-Salvador songe à faire de la « Maison du Soldat » de Tours un centre de secours pour les permissionnaires sans familles.

Et nos lecteurs pourront vérifier à Paris, 51, avenue de l'Observatoire, « Au Vrai Poilu », l'utilité et le succès des cercles de soldats créés par des féministes.

Mme Avril de Sainte-Croix, qui vient de passer deux mois de vacances à Dieppe et d'y fonder une nouvelle branche du Conseil, fait l'exemple d'un cercle du soldat où les civils sont admis. Elle prévoit que, aussitôt après la guerre, tous les cercles devront prendre ce caractère mixte.

Questions Internationales

Les pacifistes internationaux continuent à vouloir entraîner les féministes françaises. Le Conseil a reçu une invitation à un Congrès qui doit se tenir à Berne : « Congrès d'études pour l'examen des bases d'un paix durable. » Mme Avril fait connaître que le Comité persévère dans sa décision de s'abstenir, pendant la guerre, de toute réunion internationale. Deux assistantes

appartenant à un petit parti nouveau favorable aux manifestations d'ordre pacifique, tentent de faire adopter leur point de vue. Mme Avril soutient avec autant de fermeté que de tact celui du Conseil. Elle invoque, entre autres arguments, les difficultés qu'opposeraient de bonnes patriotes françaises, à garder toujours l'esprit de neutralité en de telles assemblées. Une des opposantes, Mme Mukon, ayant pris l'harmonie, la sérénité du Congrès de la Haye, provoque une réponse foudroyante de Mme Maria Verone. L'éminente avocate fait allusion à la révoltante bienvenue souhaitée par une Allemande aux femmes belges à la Haye, et par une Allemande qui n'avait nullement renié la conduite de son pays envers la Belgique. Une Française aurait-elle pu ne pas protester contre un tel système. Et à Berne, une Française pourrait-elle admettre sans indignation le premier article du programme proposé, qui prétend soumettre au vote de la population allemande l'immigration de la région de l'Alsace-Lorraine à la France.

La logique enflammée de cette réplique eût la discussion.

Le Conseil vote ensuite pour que des remerciements soient adressés aux Conseils nationaux des pays neutres dont les femmes ont témoigné à la France, depuis quinze mois, une sympathie active et généreuse en nous fournissant des ambulances et des secours de toute sorte, en accueillant et secourant nos réfugiés, en travaillant pour nos prisonniers. Une lettre officielle en ce sens sera donc envoyée aux Conseils nationaux de Suisse, des Etats-Unis et des Pays-Bas.

Dans un « plan unanime, le Conseil vote une seconde adresse aux Anglaises témoignant notre sympathie et notre indignation pour le meurtre de miss Edith Cavell.

Une dernière initiative d'ordre internationale est proposée par le Comité. Elle concerne de malheureuses femmes, nos compatriotes, les Françaises, mariées en France à des Allemands non naturalisés. Elles sont, on le sait, séparées de leurs maris retenus dans des camps de concentration. La plupart du temps, les maris ont renoncé pour jamais à l'Allemagne et n'ayant point obéi à l'ordre de mobilisation, sont portés déserteurs en leur pays. Ils ont tous leurs intérêts en France.

Mme Avril de Sainte-Croix qui, pendant ses longs mois de traitement en Suisse, n'a point interrompu son action internationale, s'est informée de la façon dont se trouvaient résolues dans les pays ennemis ces situations délicates.

Or, en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, les Français mariés à des Allemandes, sont laissés libres, si la famille de leur femme ou deux personnalités notables répondent d'eux. On ne leur permet point de vivre dans la ville qu'ils habitaient auparavant, et ils sont maintenus à l'autre bout du pays ; mais ils peuvent travailler à leur gré et vivre avec leur femme et leurs enfants. Des sanctions sévères menacent les répondants de mauvaise foi ou légers.

Le Conseil émet le vœu que le Ministère de l'Intérieur applique en France ce même régime.

Le travail des Femmes

Mme Siegfried a rappelé avec une éloquence émue le devoir des féministes envers les ouvrières, que d'indignes conditions de travail maintiennent à l'état d'esclaves. Le Conseil, de plus, doit, dit-elle, travailler pour l'amélioration générale de l'activité féminine, pour une plus large orientation des femmes vers les carrières commerciales où, après la guerre, leur concours deviendra indispensable, pour une préparation universitaire égale des jeunes filles et des jeunes gens en vue de l'haute culture et des carrières libérales.

Mme Duchêne, présidente de la section du travail, dont l'activité et l'intelligence sont au-dessus de tout éloge, présente son rapport de juillet à octobre.

Bien que, malgré les événements, le travail des mois d'été se soit cette année même ressenti de l'habitude des vacances, la section du Travail n'est pas, pour cela, demeurée inactive.

Peu de temps après la dernière assemblée statutaire, elle se réunissait et décidait d'adresser au sous-secrétaire d'Etat aux Munitions, une demande en faveur de l'établissement de l'égalité de salaire pour les femmes employées aux mêmes travaux que les hommes dans la fabrication des munitions.

Elle lui proposait également de créer un service d'enquêtes et de placement permettant d'assurer, par la sélection, un recrutement d'ouvrières capables.

M. A. Thomas, sans relever cette proposition, répondit en demandant l'assurance que, depuis longtemps, les travaux exécutés par des hommes et des femmes dans les établissements de l'artillerie, sont payés sur les mêmes bases et qu'il conviendrait d'établir d'urgence les conditions de travail.

Cette réponse, si satisfaisante qu'elle paraissait à première vue, laisse le devoir

de poursuivre avec plus d'ardeur que jamais la campagne entreprise, car le plus grand nombre des femmes travaillant à la fabrication des munitions, sont employées dans des usines privées, et si des exemples d'égalité de salaires peuvent être relevés, l'enquête ouverte par la Section — en vertu de laquelle Mme Max Lazard a collaboré de façon si active — permet de constater que l'égalité de paiement est loin d'être la règle.

Mme Duchêne avait parlé, à la dernière réunion, de ses efforts en faveur de la constitution d'un Comité Intersyndical d'Action ayant pour but l'application du principe à travail égal, salaire égal. Ce Comité, dont elle a été nommée secrétaire adjointe, continue à intensifier son action. Les adhésions de la plupart des groupements professionnels les plus importants : Fédération du bâtiment, de l'habillement, etc., etc., sont acquises ; parmi les plus célèbres par leurs tendances anti-féministes, la Fédération du Livre s'est ralliée. La dernière assemblée générale, le 16 septembre, parut d'un intérêt suffisant pour déterminer Keifer et les « leaders » de la C. G. T., Jouhaux et Bled, à y prendre part. Des tracts et des affiches ont été répandus à profusion, non sans résultat et, il y a peu de jours, on était le cas d'ouvrières qui avaient quitté une grande maison de papeterie de Paris pour ne pas accepter d'être remplacées par des hommes avec une paie inférieure. De nouveaux tracts vont être faits, affiches et tracts vont être expédiés aux groupements syndicaux de province et une certaine quantité sera mise à la disposition des groupes féministes, copistes, etc., qui voudront bien se charger d'apposer l'affiche dans leurs locaux ou de répandre le tract (1).

Il a paru désirable à Mme Duchêne, que la campagne en faveur de l'égalité des salaires se généralise le plus possible. Profitant d'un voyage en Suisse, elle est entrée en contact avec les groupements féministes et syndicalistes afin de tâcher d'y déterminer une action analogue à la nôtre. Elle a remis, à cette intention, à divers de leurs représentants, entre autres, à Mlle Gourd, un rapport sur les travaux de la Section du travail. Si la Suisse, par suite de sa mobilisation partielle, ne se trouve pas assez menacée actuellement pour qu'on puisse espérer d'elle une action aussi intense qu'il serait souhaitable, l'Angleterre se trouve dans des conditions particulièrement favorables pour une campagne de cet ordre. Il y a là, comme chez nous, à pourvoir à nombre de remplacements masculins ; d'autre part, grâce au travail intensif dû à la prospérité économique de ce pays, au lieu que la menace du chômage incite les femmes à accepter les pires conditions de travail, la main d'œuvre féminine est recherchée à ce point que les ateliers d'apprentissage créés avec le fonds de secours ont dû fermer, toutes les apprenties ayant quitté, attirées par les paies relativement élevées que leur offraient les entrepreneurs de « khaki ». Là, la femme n'a pas à craindre des concurrences illimitées ; si elle sait profiter de cette situation, elle pourra, relativement facilement, obtenir d'intéressants résultats.

Mme Duchêne est allée à Londres au commencement du mois, elle a été trouver les principaux représentants des associations — et elles sont nombreuses — qui s'occupent du travail des femmes ; tous se sont beaucoup intéressés à l'action que nous menions en France et ont compris l'intérêt qu'il y aurait à coordonner nos efforts.

Pas plus qu'en Suisse, aucune Section de Travail ne s'est constituée en Angleterre à la suite du Congrès de Rome. C'est la National Union of Women Workers qui en fait fonction.

Mme Duchêne a assisté au Congrès annuel de cette association présidé par Mrs Creighton, présidente du Conseil National, qui lui a demandé d'exposer, à une des séances où se traitait la question de l'égalité des salaires, les efforts faits dans ce sens en France, les résultats obtenus et ceux... opérés. L'assemblée très nombreuse — plus de 600 membres — a, ensuite, voté à l'unanimité, une proposition en faveur d'une action pour la réalisation de l'égalité des salaires.

Profitant de ce que cette question était à l'ordre du jour du récent Congrès des Trade Unions des Etats-Unis, Mme Duchêne vient également d'informer du mouvement, différentes personnalités américaines en leur demandant aussi de nous tenir régulièrement au courant de nos efforts, afin de bénéficier de nos expériences respectives.

La question soulevée est de la plus haute importance générale et, pour nous d'une extrême urgence si nous voulons éviter l'exploitation de la femme et préserver les salaires masculins d'une baisse menaçante.

Quand l'action des organisations syndicales sera un peu plus affirmée encore, les groupements féministes pourront alors, sans crainte de provoquer un désaveu préjudiciable au succès de la campagne, élargir et intensifier le mouvement et ils devront y consacrer tous leurs efforts.

Est-il besoin de vous dire ici que la loi sur le salaire des femmes travaillant à domicile a trouvé, le 10 juillet, à la Chambre un accueil aussi favorable qu'au Sénat et que son application est imminente. L'Office du Travail à domicile a fait une demande afin que selon la promesse qui lui avait été faite par le Ministre du Travail à la première séance de la Chambre le droit de poursuite lui soit accordé.

L'on se préoccupe actuellement de la constitution des Sections de province. Mme Duchêne s'est, dans ce but, rendue à Lyon, en juillet, et est heureuse de pouvoir apprendre que le dimanche 24, une conférence sur la nouvelle loi et son application a été organisée par le groupe lyonnais de l'Union pour le Suffrage.

Il serait désirable que la branche lyonnaise du Conseil National apporte sa collaboration pour la création d'un groupe de l'Office Français du Travail à domicile dans cette région et la Section du Travail

(1) Adresser les demandes à M. Vignaud, conseiller prud'homme, trésorier du Comité intersyndical d'action contre l'exploitation de la femme, Bureau du Travail, Bureau 30, 45 étage.

serait heureuse d'entrer en contact avec elle au prochain voyage que compte faire à Lyon à ce sujet sa présidente. Mme Duchêne annonce qu'une Commission de Travail s'est constituée au Secours National pour l'examen de toutes les questions concernant les ouvrières, l'apprentissage, etc., et qu'elle a été appelée à en faire partie.

Les Femmes dans l'Enseignement

Mme Pauline Kergomard, inspectrice générale des écoles maternelles, à qui tant de beaux services professionnels et sociaux ont valu la rosette de la Légion d'honneur, parle pour la Section d'Education dont elle est présidente. Elle fait valoir le rôle de remplaçantes que des femmes et des jeunes filles ont tenu avec autorité dans des classes de garçons à tous les degrés. Elle cite Mlle Marot, directrice d'école normale, qui fait à Orléans, le cours de philosophie et morale, Mlle Maucourant qui enseigne les Lettres à Lille, une inspectrice d'école maternelle qui remplace l'inspecteur primaire. Le dernier Bulletin administratif donne les nominations, comme remplaçantes, dans les lycées au cours d'une seule quinzaine : 3 professeurs de philosophie ; 4 d'histoire et lettres ; 4 de lettres et grammaire ; 12 de lettres et langues vivantes ; 3 commis d'économat.

Beaucoup de remplaçantes seront malheureusement nécessaires à titre définitif ; aussi la section met-elle à son programme une campagne pour que l'enseignement secondaire des filles devienne semblable à celui des garçons afin de conduire naturellement aux mêmes diplômes et aux mêmes fonctions.

Assistance et prévoyance sociale

Mme Weil, présidente de cette Section, qui, depuis la guerre a créé et soutenu des œuvres, des cours professionnels, une permanence de renseignements à la mairie du 9^e arrondissement, propagé et soutenu maintes œuvres. Les ouvrières s'appliquent à perfectionner leurs connaissances d'occasion et à les placer ensuite. L'industrie. Quatre cents ont été casées ainsi. Les cours ont réussi également à former et à placer des employées et des ouvrières sténodactylographes, corsetières, couturières, modistes. Un cours de comptabilité vient de s'ajouter aux autres.

La Section s'était proposé de fédérer les œuvres d'orphelins de guerre. Cette union actuellement existe en fait, comme conséquence de la Caisse Centrale formée par les fonds de la Journée des orphelins. Elle projette aussi de fédérer les œuvres créées pour la reconstitution du foyer. Mme Brunschwig suggère une entente de ces œuvres avec celles de réfugiés ; les meubles ou objets de ménage déjà recueillis par les unes serviraient à meubler des foyers de réfugiés, en attendant leur emploi encore impossible dans les provinces envahies.

La Section a pu aider à naître et à prospérer des œuvres nouvelles dont la *Serviette du Soldat* que nous lecteurs connaissent, le *Devoir social*, une œuvre d'anciennes de la guerre qui offre un séjour à la campagne aux jeunes femmes éprouvées dans leur santé par la douleur et les privations.

D'autre part, le *Vestiaire de la branche Rouennaise* a, jusqu'à présent, complètement entretenu 1.000 familles.

Pour les Dispersés et les Réfugiés

Mme Pichon-Landry rend compte de l'activité de l'Office de Renseignements pour les familles dispersées, œuvre du Conseil officiellement agréée et soutenue par le Gouvernement. Il a fourni à ce jour, 2.000 renseignements. Mme Pichon-Landry met les membres du Conseil en garde contre les offres d'intermédiaire pour correspondance avec les régions occupées par l'ennemi. Beaucoup ont été faites à l'Office et, après enquêtes, reconnues équivoques. L'Office, grâce à l'intermédiaire de la Croix Rouge de Genève et la bonne volonté de quelques commandants allemands, parvient parfois à obtenir des nouvelles exactes de personnes demeurées dans 22 localités. Un appel qu'il publia en septembre aux récents rapatriés du Nord et de l'Est lui a valu pendant une semaine 1.500 et jusqu'à 1.700 lettres par jour, grâce auxquelles il a pu satisfaire bien des demandes.

A Rouen, la branche du Conseil maintient son cercle de réfugiés et la branche de Tours continue à faire vivre son œuvre.

On voit par cet aperçu ce que représente de pouvoir bienfaisant notre grande Fédération nationale d'institutions féminines ou d'intérêt féminin. Nous ne saurions trop engager toutes les œuvres et toutes les personnes de bonne volonté à s'y rattacher.

LES DISPARUS

PAUL HERVIEU

Le grand auteur dramatique vient de mourir subitement à 57 ans. Nous lui devons ici d'autres regrets que ceux, dont toute la nation suivra ce probe, noble et puissant artiste ; nous ne pouvons oublier qu'avec les *Tenailles* et la *Loi de l'homme*, il fut le premier à présenter au théâtre la question féministe sous son aspect grave. En toute son œuvre règne un intérêt fervent, une ardente pitié pour le malheur féminin. Et par le retentissement de ses pièces bien au delà du public habitué des spectacles, son émotion fut pour la cause des femmes un efficace plaidoyer. La Française perd en lui un ami qui aidait ses débuts, et l'accompagnement d'une sympathie constante. Nous le voyons disparaître avec une profonde affliction.

JANE MISMÉ.

Chez les Automobilistes militaires

Au début de la guerre, Mme Pallier, aviatrice ayant fait ses preuves, offrit ses services aux autorités militaires : jusqu'à présent ils n'ont pas été agréés, mais Mme Pallier a plusieurs cordes à son arc et elle n'est point femme à lâcher dans l'attente et l'inaction.

Puisque ses connaissances d'aviatrice n'étaient point utilisées, elle décida d'agir comme automobiliste et elle agit, en habile chauffeuse qu'elle est. En 1915, le Club féminin automobile fut créé pour grouper les femmes ayant leur permis de conduire et pouvant utilement seconder les hommes ; le 23 août de cette même année, le Club fut officiellement autorisé par le général Gallieni à faire les évacuations de blessés dans le camp retranché de Paris.

C'est dans le local du Club, 16, rue de Naples, que nous trouvons Mme Pallier. Grande, énergique, décidée, elle nous dit sa volonté de réussir et nous l'avons pas de peine à avoir la conviction qu'elle réussira. Créatrice du Club, elle en est l'âme. J'ai déjà, nous dit-elle, 49 conductrices et 4 voitures entièrement à son service. Je ne compte pas des voitures que des amis mettent momentanément à ma disposition. Chaque soir nous arrivons du gouvernement militaire de Paris, les ordres d'évacuation à effectuer le lendemain. Il me faut alors prendre les mesures nécessaires pour qu'à l'heure dite, voiture et conductrice soient à l'endroit indiqué pour transporter les blessés d'un hôpital à un autre. C'est une organisation incessante.

Héroïnes du Jour

Miss Edith Cawel

Le monde entier frémit et proteste. Les Allemands viennent d'assassiner une des plus nobles et des plus pures héroïnes de la guerre. Infirmière à Bruxelles, où elle s'était enrôlée dès le début des hostilités, Miss Cawel, ainsi que quelques autres personnes également découvertes, facilita le passage de la frontière à des soldats anglais et français égarés en Belgique, à des conscrits belges qui voulaient rejoindre leur armée. Elle fut jugée pour crime d'espionnage et, par une abominable déviation des lois de la guerre, condamnée à être fusillée. Elle manifesta une force d'âme, un sang-froid supérieurs devant ses juges à qui elle déclara qu'elle avait fait son devoir de patriote anglaise et ne le regretterait point ; pendant les jours d'horrible attente après sa condamnation, elle témoigna, nous dit le chapelain qui l'assistait, d'une résignation, d'une sérénité déconcertantes. Mais sa force physique la trahit lorsqu'elle se sut en face du peloton d'exécution. Elle s'évanouit et tomba. Un officier vint alors lui brûler la cervelle à bout portant.

Le pape est intervenu auprès du gouvernement allemand pour blâmer cet assassinat et arrêter ceux des autres condamnées qui se préparaient. Toute la presse des pays belligérants et des pays neutres s'élève contre un crime aussi hideux. Et de toutes parts, l'admiration et la pitié pour la martyre vont vers la mère qui la pleure.

Les féministes françaises marqueront, nous l'espérons bien, cette abomination parmi celles dont elles attendent le dévotement par les féministes allemandes.

MORTES AU CHAMP D'HONNEUR

Les ouvrières de la rue de Tolbiac

L'explosion d'une usine de munitions rue de Tolbiac a tué ou blessé une centaine de femmes qui formaient la majorité de l'équipe employée à ce moment là. Au lieu de donner sur ce malheur notre propre appréciation, nous préférons citer celle qu'un de nos plus distingués confrères publie dans « Le Jour », n° 1 :

« Cette affreuse catastrophe de la rue de Tolbiac vient douloureusement nous rappeler qu'il existe ailleurs qu'au front des postes de devoir et de danger, et que la femme s'y montre l'égale de l'homme.

Je songe tristement à tous ces combattants qui, là-bas, face à l'ennemi, vont prendre la mort ou les tortures atroces d'une épouse, d'une sœur, d'une fille, d'une mère peut-être. Je songe à ceux qui, sachant exposés au même sort les chères âmes laissées au foyer, connaîtront au milieu de leurs épreuves l'amertume d'une nouvelle inquiétude.

Ils croient avoir pris pour eux-mêmes tout le risque ; ils se figurent que leur courage, leur sublime acceptation du sacrifice mettaient à l'abri les deux étres de faiblesse demeurés en arrière... Non ; parmi celles vers qui vont leurs pensées, il en est aussi qui, pour défendre le foyer contre la misère, ou pour préparer les armes sans lesquelles l'héroïsme viril ne pourrait rien, affrontent comme eux quotidiennement la mort.

Et quel danger peut se comparer à cette menace latente, sournoise, muette, de formidables puissances de destruction dont un geste maladroite, une inattention, un faux pas peuvent à chaque seconde déclencher la fureur ? Certes, parmi toutes les conquêtes que la guerre a offertes au féminisme, celle de l'égalité dans le risque et la douleur est la seule que nous osons vouloir refuser à jamais à nos sœurs. C'est celle aussi, pourtant, l'en suis sûre, qui leur est la plus précieuse.

Quelle soit donc complète au moins ; assimilons les ouvrières des explosifs aux mobilisés du front pour les droits à pension, et traitons les victimes de la rue de

sante. Nous espérons étendre toujours davantage le nombre de nos évacuations et peut-être, un jour, nous autorisera-t-on à franchir le camp retranché et à faire des évacuations plus à l'avant.

Les Anglaises le font déjà, n'est-ce pas ?

— Oui, et avec succès ; elles vont jusqu'au front, comme automobilistes et dans les ambulances, et cela non seulement dans les lignes anglaises, mais aussi dans les nôtres.

Les Anglais, en effet, ont, bien plus que nous, accepté les services féminins auprès des armées. Et pourtant, ils ont eu les Suffragettes ! Serait-ce que mieux vaut violence et que la manière forte a du bon ?

Mais à quoi bon récriminer ? En faisant bien la besogne à soi confiée, c'est prouver qu'on est digne de faire davantage et c'est encore le meilleur système.

— Et les aviatrices, demandons-nous, seront-elles agréées par l'autorité militaire ?

— Si elles passent avec succès l'examen de pilote militaire pourquoi les refuserait-on ? Mais il faut exiger l'examen de pilote militaire et, croyez-moi, bien peu pourraient le passer. D'ailleurs nous ne sommes pas autorisées à nous présenter. Un peu de regret perce dans le ton, mais Mme Pallier ne s'appesantit pas, elle a mieux à faire qu'à se plaindre, la bonne besogne qu'elle accomplit est là qui attend, elle s'y remet sans tarder.

Thérèse Caseris ROUFFE.

Tolbiac et leurs familles comme s'il s'agissait de militaires frappés en service commandé : elles aussi sont tombées pour la patrie... au champ d'honneur.

Jean Weber.

A L'ORDRE DE L'AQUÉE

Le « Journal officiel » du 19 et du 22 octobre publie les citations suivantes :

Mlle Sagot Cécile, infirmière diplômée de la société de secours aux blessés militaires, attachée à l'ambulance alpine 173.

Affectée à une ambulance du front qui était appelée à fonctionner dans des conditions particulièrement difficiles et périlleuses, et bien que prévenue des grands dangers qui les attendaient, ont tenu à suivre le sort de leur formation sanitaire ; ont fait l'admiration du personnel médical et des blessés par leur infatigable dévouement, leur remarquable sang-froid et la plus belle simplicité, sont constamment restées à leur poste, malgré les bombardements violents et répétés de la région où était installée l'ambulance ; ont été par leur calme extraordinaire, aux heures critiques, d'un gros réconfort pour les blessés et d'une très salutaire influence sur le personnel infirmier et brancardier.

Ordre du 10 septembre :

Mme Carrel-Billiard (Anne), infirmière-major à l'hôpital temporaire n° 21 à Compiègne ; a dirigé à Compiègne l'installation d'un hôpital modèle et des laboratoires qui y sont annexés au nom de l'Institut Rockefeller. S'est dévouée aux blessés qui y sont traités et qui sont, par principe, sélectionnés parmi les plus graves ; est restée l'âme de cette formation malgré les bombardements de la ville par la grosse artillerie allemande.

Mme Thérèse Jacquet, veuve Gubert, infirmière-major, directrice du service des infirmières à l'hôpital auxiliaire n° 106, à Compiègne ; a rempli avec le plus grand zèle, depuis l'ouverture de l'hôpital n° 106, à Compiègne, même pendant l'occupation allemande, ses fonctions d'infirmière-major et de directrice du service des infirmières et a fait preuve de beaucoup de courage et de sang-froid pendant les bombardements de Compiègne.

Mlle Jeanne Leconte, infirmière chef de salle à l'hôpital auxiliaire n° 106, à Compiègne ; a rempli ses fonctions de chef de salle depuis l'ouverture de l'hôpital n° 106, à Compiègne, même pendant l'occupation allemande. A tenu son service avec une régularité un sang-froid et une intelligence parfaite, malgré des bombardements de grosse artillerie.

Mlle Marthe Lambert, aide-infirmière à l'hôpital auxiliaire n° 106, à Compiègne ; a donné ses soins aux malades et blessés avec le plus grand dévouement depuis l'ouverture de l'hôpital, même pendant l'occupation allemande. A contracté au chevet des malades la fièvre typhoïde et a repris son service aussitôt sa guérison, continuant à assurer pendant les bombardements de Compiègne par la grosse artillerie allemande.

(Ordre du 11 septembre)

Bulletin des Sociétés féministes

Société nationale du féminisme français

Nous recevons la lettre suivante :

« Pour répondre à l'invitation du journal « La Française » en ce qui concerne la tutelle des femmes, et la proposition de loi de M. le député Viollette en suspens au Sénat, il est du devoir de la « Société Nationale du Féminisme Français », qui vient de se constituer, de se joindre aux trois « Sociétés » signataires par Mme F. Raspail dans « La Française » du 23 octobre et de faire acte de solidarité dans les amendements présentés et futurs à présenter aux pouvoirs publics.

« La Présidente,

« REMEMBRER »

LES LIVRES

Bonaparte et l'Égypte par Jehan d'Ivray (1914).

L'histoire de la Campagne d'Égypte nous avait jusqu'ici toujours été décrite au point de vue français ; aussi la recherche était tentante des impressions produites par nos compatriotes de 1799 sur la population indigène et des souvenirs que celle-ci a pu conserver de leur séjour. Un très précieux document à ce sujet est une chronique en neuf volumes écrite en langue arabe par un certain cheik Djabarti qui, dit Mme Jehan d'Ivray, « narre avec sa belle franchise d'honnête homme et sa bonté d'opprimé les actes bons ou mauvais du peuple vainqueur ». Il est très réconfortant de lire dans cet auteur, à l'abri de tout soupçon de partialité envers les Français, que le respect de la propriété des vaincus et de l'honneur des femmes était chez eux une loi qu'on ne violait pas impunément. « A Suez, les soldats ayant trouvé la ville abandonnée, prirent dans les maisons quelques provisions, telles que café, sucre, riz et autres denrées. D'autres pillèrent franchement et s'approprièrent des objets et des meubles. Les négociants de la ville s'étant plaints à Bonaparte à son arrivée, il ordonna aussitôt la restitution de tout ce qui avait été pris, fit dresser un inventaire de ce qui manquait et s'engagea à en rembourser le prix. Les coupables furent punis. Les peines les plus sévères furent édictées pour les soldats et les officiers qui se permettraient la moindre licence avec les femmes indigènes ».

« Un jour, des soldats ayant dérobé deux régimes de dattes dans un jardin de Ghizeh, Bonaparte, saisi de l'affaire, fit aussitôt rembourser le propriétaire. Le prix de ces fruits. Les soldats furent condamnés à faire deux fois le tour du camp, leurs habits à l'envers, le régime de dattes en bandoulière, et sur la poitrine, un écriteau avec cette mention : « maraudeur ».

Cette rigueur cependant ne fut pas telle que les officiers et soldats s'abstinissent pendant tout le temps que dura l'occupation, de contracter avec les Égyptiennes des unions éphémères. Bonaparte, lui-même, leur donna un fameux exemple par sa liaison avec la frêle Zénab, fille du cheik El Beckry, que devait bientôt suppléer la coquette européenne Pauline Fourès. Mais pour beaucoup de ces femmes, opprimées par la loi musulmane, à mesure qu'elles apprenaient à les connaître, les conquérants semblaient se muer en libérateurs. Ils traitaient en égales « ces créatures vouées par la coutume au rôle de perpétuelles esclaves », si bien que « celles qui, plus tard devaient payer de leur vie les heures trop brèves, les heures bœufes de l'amour, ne regrettaient rien et tendaient leurs jeunes têtes sans un soupir à la lame du bourreau ».

Tous ces détails sont contés avec beaucoup d'agrément et il faudrait avoir l'esprit morose pour se plaindre que l'histoire soit viciée un peu exclusivement par le côté extérieur et anecdotique.

Alice Berthet.

Erratum. — Le compte rendu du titre manque dans le dernier numéro est celui du livre de M. Paul d'Ivoi : Femmes et Gosses héroïques.

ON NOUS ECRIT

Comment connaître le texte de la loi qui oblige les Sociétés s'occupant, depuis la guerre, d'envois aux soldats, à doubler la Trésorerie d'une trésorière-adjointe et d'un inspecteur des finances ?

Avant voulu, ainsi qu'on me l'avait conseillé, me renseigner directement sur ce sujet à la Préfecture de Police, j'ai été renvoyée, pendant plus d'une heure, par d'interminables couloirs du cabinet du chef aux divers bureaux des étages supérieurs et inférieurs de l'immense édifice pour me voir renvoyée à nouveau au cabinet du chef ! — J. S.

Chronique des Œuvres et Institutions

LES BLESSÉS AU TRAVAIL

L'œuvre serait très reconnaissante aux personnes qui pourraient disposer d'une machine à écrire en faveur des soldats qui fréquentent l'« Accueil aux Blessés », 124, avenue des Champs-Élysées et qui ont manifesté le désir d'apprendre la dactylographie.

L'Œuvre demande aussi pour Maison-Blanche à Neuilly-sur-Marne, où s'exerce son action auprès des Grands Militaires de la Guerre, des Journaux illustrés et des livres qu'on pourra adresser à l'hôpital militaire de Maison-Blanche, Neuilly-sur-Marne, « pour l'Œuvre des Blessés au Travail ».

L'Œuvre serait très reconnaissante de cet envoi, car les Militaires n'ont pas encore tous la force de travailler d'une manière continue, et les heures inoccupées des jours d'hiver menacent d'être bien tristes pour eux.

Les personnes qui connaissent des soldats réformés désireux d'apprendre un métier peuvent nous les adresser ; nos professeurs leur enseignent le métier de vannier, ainsi qu'à faillir des jouets et leur apprentissage leur sera payé.

Les soldats qui désirent trouver un emploi pourront s'adresser à l'« Accueil aux Blessés » tous les jours de 2 heures à 5 heures.

CONCERT ET VENTE POUR LES ORPHELINS

Un concert sera donné au profit de l'œuvre des orphelins de la guerre le jeudi 1 novembre 1915 à 3 heures, à la Salle de la Concorde, 274, boulevard St-Germain, avec le bienveillant concours de Mlle K. Lancret, de l'Opéra. Mme Thénard, de la Comédie Française, Mme M. Horiery et M. H. Albert, de l'Opéra-Comique, Mlle Magdeleine Godard et M. S. Ober, violonistes. Au piano, M. Fernand Bivrey. Prix du billet, 5 francs. Le mercredi 3 novembre, 3 à 5 h. Le concert sera suivi d'une vente, également au profit de l'œuvre des orphelins de la guerre, le mardi 2 novembre 10, jeudi 11 novembre 1915, de 2 h. à 6 h., à la Salle de la Concorde, 274, boulevard St-Germain. Les organisateurs, plusieurs donateurs et quelques vendeuses sont des abonnés de La Française. On trouve des cartes à La Française, le mercredi 3 novembre de 3 à 5.

ECOLE PROFESSIONNELLE D'ASSISTANCE AUX MALADES

Les cours de l'Ecole Professionnelle d'Assistance aux Malades s'ouvriront le lundi 26 courant, 10, rue Amyot. Les cours sont les suivants :

Enseignement ménager par Mademoiselle Derouge, professeur d'économie domestique, les lundi, mercredi et samedi, de 2 h. à 5 h. Physiologie par Mademoiselle le Docteur Schmegeid, le mardi et le jeudi à 2 heures. Anatomie par Mademoiselle le Docteur de Jong, le lundi à 5 h. 1/2. Gymnastique suédoise par Mademoiselle Karl, professeur d'éducation physique, le vendredi à 5 h. 1/2.

Les autres cours seront annoncés ultérieurement.

VIE FÉMININE

Les Comptoirs de Vente de la Vie Féminine seront ouverts Galerie d'Excellior, 88, avenue des Champs-Élysées les 5, 6 et 7 novembre 1915.

Jouets français : Lingerie, Linge, Paquets pour les soldats faits par les ouvrières de la Vie féminine.

Tous les objets seront vendus sans majoration.

ÉCHOS

Courageux refus. — La ville de Harlebeke, près de Courtrai, en Flandre, vient d'être punie par le gouverneur allemand parce que les femmes de la localité ont refusé de faire des travaux militaires pour les Allemands. Vingt-neuf ont été envoyées en Allemagne.

On a interdit au comité belge qui s'occupe de procurer des vivres de ravitailler cette ville ; tous les cafés sont fermés ; on ne peut plus circuler de quatre heures du soir à sept heures du matin.

La ville de Lessines a dû payer une forte amende parce que les femmes ont refusé également de travailler.

La tâche des petites mains. — Le « Bulletin de l'Instruction publique » publie, dans son numéro de cette semaine, la note et jointe, à laquelle on ne saurait donner une trop grande publicité.

Comme l'an dernier, le travail manuel prendra cet hiver, dans tous les lycées, collèges et écoles de filles, une place prépondérante. On aura partout à cœur de confier des vêtements chauds pour les soldats en campagne ; on redoublera d'efforts pour que le chiffre considérable des envois faits au front durant la dernière année scolaire soit atteint et dépassé.

En même temps, on n'oubliera « ni les femmes », ni les enfants des mobilisés, ni les malheureux que l'invasion a privés de leur foyer. Comme l'an dernier, on répartira entre les diverses œuvres de solidarité suscitées par la guerre le produit du travail et de la générosité des maîtres et des élèves.

LES GAGNE-PAIN

CONCOURS

INSPECTRICE DÉPARTEMENTALE DU TRAVAIL EN FRANCE. — Date probable : fin des hostilités. — Age : 26 à 35 ans. — Traitement : 3.000 à 5.000 francs. — Avantages divers. — Aucun diplôme n'est exigé.

GAGNE PAIN, COIFFEUSES

Le comité directeur de l'Ecole supérieure de coiffure rappelle qu'en raison de l'état de guerre, les cours sont ouverts aux dames et demoiselles de coiffeurs, et qu'ils se continueront tous les lundis, 8, boulevard de Strasbourg, de 20 heures à 22 h. 1/2. Les inscriptions sont reçues les lundis et mardis, de 9 heures à midi et de 14 heures à 18 heures, aux bureaux du secrétariat, 23, place Dauphine, on est également reçue toutes les offres et demandes d'emplois concernant Paris et la banlieue.

Nous remercions sincèrement nos abonnés qui ont renouvelé spontanément leur abonnement en y ajoutant des paroles si encourageantes.

Nous prions instamment ceux dont l'abonnement est déjà échu ou échot le 31 octobre et surtout ceux qui ont été avisés par lettre de nous faire parvenir le montant du renouvellement pour 1915-1916 sans attendre la présentation du reçu par la poste. En nous évitant les frais inutiles de présentation, ils nous permettront de les employer plus utilement ailleurs.

Maisons Recommandées

ALIMENTATION POUR RÉGIME DIÉTIQUE

FARINEX MALTES ET DIASTASES pour Malades, Convalescents, Enfants, Vieillards.

PÂTES ALIMENTAIRES Maison Bignon-Pariani. — Fondée en 1883, 5, rue de l'Arcade, Paris, Madeleine. — Téléphone : 39.04.

Pâtes alimentaires en tous genres Riz, Semoules, Tapiocas, etc. Comestibles étrangers.

Livraison dans tout Paris. — Expéditions en Province. — Envoi franco du catalogue sur demande.

BIÈRES

BIÈRES FANTA non alcoolisées Bière Spéciale pour Nourrices Bière de Table Bière Fine pour Soirées 6, rue Guyot (Paris). — Téléphone : 513-82.

BOISSONS-CHÂTES